

Sur le climat, « l'agriculture a pris du retard »

Ingénieur agronome, membre de l'Académie d'agriculture, Jean-Marie Séronie dresse un tableau sans concession des difficultés d'un secteur stratégique pour l'économie française.

● Recueilli par Patrice Moyon

Entretien

« La France est encore sous le choc après un été qui aura été celui des températures extrêmes », observe Jean-Marie Séronie. « Le moral en a pris un coup », dit-il à propos des agriculteurs. Auteurs de plusieurs livres dont « L'agriculture française : une diatribe à réveiller ? » et « 2041, l'odyssée paysanne. Pour la santé de l'homme et de la planète », il appelle à une transformation des pratiques agricoles en s'appuyant notamment sur l'agroécologie.

L'agriculture n'était pas prête

Beaucoup d'actions ont été engagées ces dernières années pour que l'agriculture contribue à atténuer les effets du changement climatique. Nous sommes en revanche très en retard dans l'adaptation à laquelle il faut pourtant s'atteler. Autre difficulté : les écarts de performances entre exploitations sont de plus en plus importants et les effets du changement climatique sont très hétérogènes. Sur le territoire d'une même coopérative, certains ne vont pratiquement rien récolter quand pour d'autres, ce sera presque normal. La chaîne d'accompagnement et de conseil des agriculteurs en France n'a plus la même efficacité et les agriculteurs ne sont pas tous préparés de la même façon. La capacité du sol à retenir l'eau dépend par exemple des pratiques culturales.

Quel bilan tirer après cette vague de canicules ?

La France est encore sous le choc avec un été qui aura été celui des températures extrêmes. Cependant, je ne parlais pas de rupture. Ce que nous avons vécu, était malheureusement annoncé par les climatologues depuis longtemps. Nous ne pouvons pas prédire pour autant les températures que nous aurons en 2027. Nous ne pouvons pas exclure des étés pourris avec beaucoup de pluies. En revanche, à moyen et long terme, nous savons que la tendance est à une augmentation des températures avec une multiplication des événements extrêmes : inondations, gélées printanières...

Comment les paysans ont-ils traversé cette période ?

Il est extrêmement difficile de chiffrer les conséquences de cet été 2026 sur les revenus des agriculteurs. En revanche, les agriculteurs sortent très affectés. Le moral en a pris un coup comme en témoignent les discours catastrophistes.

« »

Je ne parlais pas de la France qui n'est en voie de 30 % à cause de la guerre avec l'Iran. Mais si l'azote augmente de 30 % et le cours de la culture de 10 à 15 %,

JEAN-MARIE SÉRONIE



Le 4 septembre, à Lampaul-Ploùezennec (Finistère), cet éleveur distribue aux vaches du fourrage habituellement réservé à la période hivernale.
1 PHOTO : JUSTIN PICAUD, OUEST-FRANCE



Jean-Marie Séronie, ingénieur agronome et agroéconomiste.
1 PHOTO : STÉPHANE GELFROY, OUEST-FRANCE

Pourquoi refusez-vous de céder au pessimisme ambiant ?

Je ne parlais pas de catastrophisme sur le plan économique. Les céréaliers ne vont pas souffrir tant que cela. Et certains même pas du tout. La baisse de rendement est de 10 %. Les cours ont gagné 10 à 15 %. Il y a donc des effets de halo. Pour le maïs, la production est divisée par deux mais la surface a été réduite de 20 % et il y a des prix supérieurs de 60 € à la tonne entre septembre 2025 et septembre 2026. Attention aussi aux chiffres qui circulent. Certains tournent en boucle sans être sourcés. On parle de 35 000 agriculteurs proches de la faillite. Je ne sais pas d'où sort ce chiffre.

Il faut aussi compter avec le prix de l'azote qui s'est envolé de 30 % à cause de la guerre avec l'Iran. Mais si l'azote augmente de 30 % et le cours de la culture de 10 à 15 %,

les marges restent bonnes. Car l'azote ne représente en moyenne que 15 % du produit.

Il y a tout de même des régions qui souffrent...

C'est le cas effectivement des zones intermédiaires comme la ligne La Rochelle-Colmar. Les céréaliculteurs viennent d'enchaîner trois mauvaises années. Le potentiel pédoclimatique (c'est-à-dire la capacité d'un sol combinée aux conditions climatiques locales) à favoriser la croissance et le rendement des cultures ou de la végétation de ces régions est faible. Il y aura sans doute besoin d'y réintroduire l'élevage ou de l'élevage de territoire, c'est-à-dire des associations entre agriculteurs et chercheur des systèmes à bas niveau d'intrants (engrais). Il s'agirait alors d'être plus extensif. L'objectif étant alors d'assurer des rendements plus bas mais plus réguliers. Cela implique

« »

C'est une vraie révolution qui se dessine pour l'agriculture. Malheureusement, la France est en panne sur cette question.

JEAN-MARIE SÉRONIE

sans doute d'augmenter la surface des exploitations agricoles. Un sujet qui fait l'objet de débats. Il y a aussi les producteurs de légumes qui ont beaucoup souffert notamment pour implanter les productions d'hiver prochain.

Que changent ces températures très élevées ?

Après les risques ces dernières années liés au manque ou à l'excès d'eau, nous découvrons les effets associés à des températures très élevées. Même avec des apports d'eau, la plante dépérit. Des arbres qui rouissent, ce n'est pas forcément la sécheresse mais la chaleur. Ce qu'on appelle l'effet sèche-chaud. On a vu ce phénomène en maraîchage avec les salades.

Etes-vous effrayé de cette crise sur l'élevage ?

Il y a eu de la mortalité dans les élevages avicoles. C'est aussi le cas dans certains élevages porcins. Et les performances ont baissé. À partir de 25 degrés, une vache produit moins. De façon durable, il faut sans doute investir dans les bâtiments d'élevage. Peut-être brumer comme dans les pays chauds. Il y a enfin la grosse incertitude sur les fourrages avec de l'affolement lié au fait qu'il y a fallu taper dans les stocks au cours de l'été. Aujourd'hui, ça devient normal. On aura

deux saisons de mise à l'herbe : l'une au printemps plus précoce, l'autre en été, on mettra du fourrage conservé et on referra une mise à l'automne. Si l'automne est plus vieux, comme il fait plus chaud, on pourra à nouveau récolter. Les exploitations devront désormais gérer un stock de sécurité. Mais cela a un coût.

Comment mieux gérer la ressource en eau ?

Il faut changer nos pratiques agricoles. L'agriculture des années qui viennent ne pourra plus être celle que nous avons connue. Le cycle des plantes n'est pas adapté au nouveau cycle des saisons. De nouvelles variétés plus résistantes à la sécheresse ont besoin d'être développées. Mais il faut aussi un grand plan pour constituer des réserves d'eau. Quand on regarde la carte de France, on remarque que les régions qui s'en sortent le mieux sont celles qui ont bénéficié des grands travaux d'aménagement des années 1950 liés à l'eau comme le canal de Provence ou les retenues collinaires de Gascogne.

L'Ouest est-il moins concerné par cette nécessité de constituer des réserves ?

Ce serait une erreur de ne pas s'emparer de ce dossier. La géologie, notamment en Bretagne et dans l'ouest de la Normandie fait qu'il y a peu de réserves souterraines et que l'eau potable pour faire boire les humains comme les animaux vient des cours d'eau, il faudra donc aussi stocker en surface.

Nous changeons de monde ?

C'est une vraie révolution qui se dessine pour l'agriculture. Malheureusement, la France est en panne sur cette question. Nous aimons l'agriculture mais nous peinons à

« »

Nous devons nous interroger sur ce que nous attendons de l'agriculture. Ce qu'elle doit nous apporter sur le plan économique mais aussi dans notre assiette.

JEAN-MARIE SÉRONIE

lui donner un cap et à en faire un axe de développement économique. Les autres pays européens sont confrontés aux mêmes défis mais tirent mieux leur épingle du jeu. À ces difficultés s'ajoutent pour l'agriculture française un décrochage de compétitivité face à la Pologne, l'Espagne, l'Allemagne. Nous avons été le grenier de l'Europe. Ce n'est plus le cas.

Qu'est-ce qui ne fonctionne plus ? Nous devons nous interroger sur ce que nous attendons de l'agriculture. Ce qu'elle doit nous apporter sur le plan économique mais aussi dans notre assiette. Réfléchir à notre alimentation. Réfléchir à sa place dans la lutte contre le changement climatique. Les syndicats agricoles gagnent une même à être moins divisés. Quelle place accorder à l'exportation ? Nous vendons 50 % de nos céréales en dehors de nos frontières, 40 % de notre lait, 30 % de notre vin. Décide-t-on d'augmenter nos prix en fermant un peu nos frontières ? Ou à l'exemple du lait désignons-nous un rémunéré. Mais comme Lactalis peut moins exporter, il réduit sa collecte sur le territoire français et choisit de se développer ailleurs.

La France ne sait plus ce qu'elle attend de son agriculture ? Il manque un cap. Stéphane Le Foll a été le dernier ministre à en proposer un.

Mais son projet d'agroécologie n'a pas suscité une adhésion massive auprès de la FNSEA ?

Vous avez raison. Stéphane Le Foll s'est heurté à des résistances. Et la majorité suivante n'a pas suivi ce sillon. Aujourd'hui, je dirais que ces idées liées à l'agroécologie ou à l'agriculture écologiquement intensive sont une réalité pour de nombreux paysans. Cela permet de réconcilier l'agriculture, l'environnement et le climat. Ceux qui s'inscrivent dans ce cadre ont des modèles plus robustes, moins dépendants des intrants et parfois plus rentables. Mais cela demande aussi beaucoup de technicité et nécessite un accompagnement. Ce n'est pas moins moderne. Bien au contraire.

Dans ce contexte, les réponses du plan d'urgence sont-elles à la hauteur de cette crise ? Globalement, il y a très peu d'argent « frais » apporté aux trésoriers. Parmi les points positifs, il y a le fait que des aides directes passent du climat au climat. Ceux qui s'inscrivent dans ce cadre ont des modèles plus robustes, moins dépendants des intrants et parfois plus rentables. Mais cela demande aussi beaucoup de technicité et nécessite un accompagnement. Ce n'est pas moins moderne. Bien au contraire.